

Chroniques éditoriales 7

La réalité autrement

Epoque Chirac - 1997

Didier Reuter

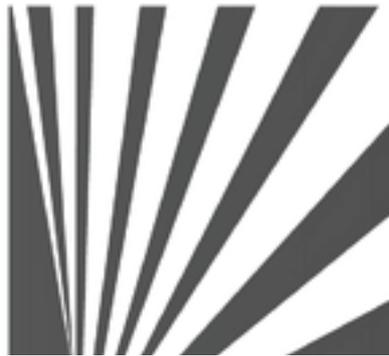
La réalité autrement

Chroniques éditoriales
de Mitterrand à Sarkozy
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701135

0.50€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Préface

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

24. À QUAND LA 6^E RÉPUBLIQUE ?

Sujet : Il est temps...

La situation politique française depuis 10 ans a produit des humeurs et des symptômes alarmants avec l'apparition de 3 cohabitations et 2 déroutés parlementaires successives, sans parler des accords politiques de façade qui se font et se défont à la moindre défaite. Le principe de la constitution formant les fondements actuels de la V^e République depuis déjà presque 40 ans (04 Octobre 1958) en est sans doute fortement responsable. Fondée sur mesure à l'époque pour le Général de Gaulle, la constitution de la V^e République n'est en réalité pas faite pour améliorer les conditions d'une démocratie plus citoyenne par son caractère de «**prêt à porter**» présidentiel inadapté à l'exercice d'une légitime aspiration des citoyens à vouloir décider par eux-mêmes de leur propre sort.

Un système qui enchaîne régulièrement la soumission de la majorité parlementaire aux décisions du gouvernement, lui-même exerçant fidèlement les thèses présidentielles ou, au contraire, les ignore ou les conteste, n'est pas fait pour assurer un équilibre sociétal harmonieux dans un contexte d'incertitude et de crise économique durable. Il est même à craindre que l'accélération trop rapide de ce basculement de **bâbord à tribord**, et vice et versa, crée une amplitude de mouvement telle qu'elle peut conduire demain au chavirement ou au naufrage collectif. A l'aube naissante du III^e millénaire, il semble nécessaire de favoriser l'évolution la plus large des institutions politiques classiques avec l'émergence d'une nouvelle mentalité politique. Une représentation «néopolitique» qui soit en parfaite adéquation avec la volonté puissante et affirmée du peuple souverain. La dynamique d'euphémisation actuelle doit être favorable au développement de cette impulsion nationale faisant que le temps est venu de placer le citoyen au centre de cette restructuration sociétale «évolutionnaire». C'est la raison pour laquelle...

Il est temps...

de déplacer le centre de gravité de nos sociétés, soumis historiquement à la seule autorité des partis politiques dominants ou majoritaires, vers un centre de gravité plus démocratique et «évolutionnaire» dans lequel l'expression affirmée du citoyen devienne à la fois le seul enjeu, le seul arbitre et le seul moteur acceptable des politiques menées en surface.

Il est temps...

de considérer que la France doit maintenant fonctionner comme une Nation-Entreprise dans laquelle l'autorité du Président élu doit s'apparenter à celle d'un PdG et celle du 1er Ministre nommé à un rôle de Directeur Général des services de l'Etat, dont les postes mutuels ne soient plus des rentes de situation mais soient immédiatement révocables (ou confirmés) dès qu'apparaît la volonté légitime d'une majorité de citoyens-actionnaires.

Il est temps...

de revoir les règles de pseudo démocratie frappant notre pays lorsque, par exemple, le régime présidentiel et/ou politique est considéré comme majoritaire en France alors qu'en toute logique arithmétique, c'est objectivement le contraire. En effet, comment accepter l'idée qu'avec 3 masses citoyennes distinctes (les OUI, les NON et les abstentionnistes) il soit possible de dire que l'élu et/ou son programme dispose ainsi d'une majorité certaine et confortable. Dans une situation de vote où 30% des citoyens sont abstentionnistes, 50% des 70% restants votent OUI (représentant donc 35% du corps électoral) soit un peu plus d'1 citoyen sur 3 à vouloir ainsi porter le mandat de l'élu. Quelle véritable démocratie peut ainsi supporter de voir spolie la volonté des 2 autres tiers ou presque (65% des électeurs), sans autre compensation que d'attendre le prochain tour dans les mêmes conditions ? Dans le même ordre d'idée, quelle démocratie peut également accepter de voir 15% de sa population n'être représentée que par 0,0017% à l'Assemblée Nationale (Front National) alors qu'un autre parti, à égalité de proportion, bénéficie à lui tout seul de 23% de représentants (Droite) ?

Il est temps...

de procéder à un ensemble groupé et programmé de ruptures et de réformes profondes dans notre société. Il est temps de construire pour chaque grande période à venir, un projet de société dominant qui soit clairement défini dans ses modalités d'application, dans ses résultats envisagés et dans la précision

de sa durée de réalisation. Face aux propositions précises, chiffrées et datées des équipes politiques en place, le citoyen doit alors avoir la possibilité de juger sur les faits et sur les actes menés concrètement. Il doit pouvoir sanctionner l'élu ou le responsable à partir du non respect des engagements pris, dans une critique étalonnée selon deux critères objectifs de temps réalisé et de résultat obtenu.

Il est temps...

que le peuple ne soit plus la caution légitime des actions politiques engagées lorsque celles-ci résultent d'un seul vote «pseudo démocratique» programmé tous les 4, 5 ou 7 ans. Il devient nécessaire de réviser le principe d'une consultation populaire qui laisse ainsi totalement libre la conduite des affaires et l'exercice du pouvoir à seulement 5 ou 6% d'influents politiques, technocrates, élus et autres militants issus du même peuple. Un contrôle d'objectifs doit être mis en place systématiquement à des dates intermédiaires, subrogé en permanence au regard critique des citoyens.

Il est temps...

que la conduite politique du pays ne soit plus seulement formée et filtrée à partir des mêmes moules classiques et carriéristes des sortants de l'ENA ou de tout autre grande école élitiste. La démonstration est faite qu'un pays dont l'esprit et les neurones des élites sont trop normés et façonnés à l'identique sur le fond, induit toujours une dynamique de répétition des comportements dans une éternelle fuite en avant aux habits différents. La diversité des savoirs, des expériences, des pensées, des provenances sociales, est le meilleur gage de la vraie démocratie même si elle s'oppose à l'unité de façade et à la facilité.

Il est temps...

d'envisager une restructuration constitutionnelle des fondements politiques de notre société, en vue de l'émergence d'une VI^e **République totalement ouverte sur l'avenir citoyen aussi bien en France qu'en Europe**, que face à une destinée incontournable en matière de mondialisation croissante.

Il est temps...

de construire une voie médiane de République Citoyenne, entre République Présidentielle et République Parlementaire, qui soit porteuse d'engagements actifs et de larges espoirs pour le plus grand nombre de citoyens anonymes et non plus seulement de concentration des pouvoirs, au seul avantage alternatif des partis politiques dominants.

1997 - D. Reuter

25. LE MIRAGE DES 35 HEURES

Sujet : Les 35 heures en question

En période généralisée de croissance économique lente et de crise sociale, proposer 35 heures de travail par semaine payées 39 heures relève d'une forme de delirium tremens collectif ou pour le moins d'une utopie politique et syndicale dangereuse. A l'exception des grandes entreprises publiques ou privées capables d'absorber assez facilement le surcoût, l'ensemble des arguments économiques, sociaux, politiques, philosophiques développés ici et là, prônant la nécessité d'arriver forcément à une semaine réduite de travail avec conservation du niveau de salaire antérieur, sous-estime aveuglément la clé de voûte sociétale actuelle. Il ne s'agit plus d'imposer une idéologie massive basée sur un usage idéal des richesses potentielles ou disponibles, mais de la prise en compte d'une réalité bien différente dont les principaux indicateurs sont orange ou rouges :

...Alors que la réalité du terrain socioéconomique pour plus des 2/3 des actifs dans plus de 90% des entreprises est d'une réalité quotidienne sévère et instable,

...Alors que le coût du travail en France est l'un des plus taxés au monde,

...Alors que dans l'absolu, la logique inhérente à la globalisation des échanges serait de travailler autant, voire plus que les «salariés concurrents» des autres pays économiquement émergents, eux-mêmes dynamisés par une conquête offensive et insatiable des marchés étrangers, (donc d'augmenter en France le temps de travail productif, ou pour le moins de le maintenir autour de 40 heures et non pas de le réduire !),

...Alors que la consommation en France a perdu ses repères de confiance depuis plusieurs années et qu'elle est hélas vouée à des cycles erratiques et instables,

...Alors que l'ère «mythique» des loisirs profite davantage aux seniors et aux retraités et non plus à «déstresser» les cadres surmenés et les salariés anxieux de leur avenir,

...Alors que la grande majorité des PME-PMI, alourdie de charges à décourager un mulet cévenol, souffre quotidiennement des effets d'une guerre économique totale et sans merci,

...Alors que les chefs d'entreprise n'investissent plus ou peu, que la tendance est à réduire au maximum le personnel et à jeter par dessus bord tout ce qui peut freiner la sacro-sainte rentabilité,

...Alors que plus de 5 millions d'exclus recherchent une réintégration sociale et une reconnaissance de fait, dans une société qui ne leur renvoie pour seule culture de l'emploi, qu'aides et assistances financières parcimonieuses de survie, assorties de contrôles administratifs à décourager les meilleures âmes,

...Alors que l'Etat vit au-dessus de ses moyens, qu'il n'en finit plus de se regarder le nombril politique en ponctionnant sans cesse le citoyen lambda, par des impôts aussi indirects que sournois,

Comment dans ces conditions pouvons nous croire un instant, qu'une entreprise obligée de payer 4 heures de plus par semaine à un salarié en place devenu temporairement non opérationnel, plus 4 autres heures à un autre salarié destiné à compléter l'indisponibilité du premier, soit 8 heures au total, puisse objectivement s'en sortir autrement qu'en buvant la tasse ?

Comment pouvons-nous croire un instant qu'un salarié payé 39 heures ne réalisant que 35 heures par semaine va pouvoir dépenser plus et relancer ainsi la consommation, alors qu'en fait son budget financier initial n'a pas changé d'un iota et que le supplément de crédit temps dont il dispose risque de l'encourager à dépenser (ou à s'endetter) encore plus ?

Comment pouvons-nous croire un instant, qu'un demandeur d'emploi qui a déjà du mal à se placer pour trouver un emploi même à temps partiel, va pouvoir mieux défendre sa légitimité à l'accès au travail, alors que précisément le monde du travail verrouille sans cesse ses portes, **opportuniste cyniquement** la demande d'emploi en surdimensionnant le profil des candidats tout en baissant les salaires d'entrée, comme en défendant les prérogatives naturelles des autres salariés ?

Comment pouvons-nous croire un instant, que les services de l'Etat vont contribuer au miracle social, alors qu'aucune volonté politique n'a le courage de modifier en profondeur les fondements de nos institutions ou de favoriser le partage du pouvoir en faveur des citoyens ?

Imposer le concept d'investissement social

Arrêtons de rêver à l'idéal lorsque le mirage de celui-ci est parsemé d'embûches et de pièges, à l'instar d'un terrain saturé de mines anti-personnels. Arrêtons de ne proposer que des options ou des solutions linéaires bâties sur des logiques traditionnelles causales, binaires ou duales, toutes empreintes d'un grand simplisme ou d'un extrémisme imbécile de la pensée. Arrêtons de croire qu'il suffit pour calmer le jeu, d'être seulement un beau parleur usant du subterfuge du discours apparemment intelligent et prolixe, abusant de l'influence du vocabulaire et/ou de la syntaxe, comme autant d'artifices destinés à combler un vide de pensée et d'autorité.

Essayons dorénavant de raisonner en opportunistant au mieux la complexité du monde moderne, en pratiquant des synthèses, des synergies ou des combinaisons de moyens qui soient adaptables et actualisables aux conditions du moment. Par exemple dans le cas spécifique des 35 heures, la voie réelle de progrès socioéconomique impose d'associer plusieurs termes majeurs en respectant la défense des intérêts de chacun des acteurs de terrain.

De ce mix, peut naître le **concept d'investissement social** incluant une règle de proportionnalité systématique, par :

- 1.** Une réduction du temps de travail proportionnelle au salaire perçu dans un cadrage horaire contractuel allant de 20 heures à 39 heures (ex. 30 heures payées 30 heures).
- 2.** Un dégrèvement parallèle de la fiscalité et du taux de charges sociales pour tout salarié exerçant de sa propre volonté une multi-activité avec une seconde ou une tierce activité salariée ou non, notamment lorsque chacune d'entre elles est inférieure à 25 heures par semaine. Ainsi, le fait de libérer un espace potentiel de travail pour autrui est récompensé par une réduction d'impôt sur le travail.
- 3.** Un allègement réciproque et encourageant de la fiscalité et des charges sociales pour les entreprises qui favorisent les points 1 et 2, notamment lorsque l'effort d'investissement social est conséquent (embauches supplémentaires, non licenciement, mesures sociales négociées...). Dans cet esprit, plus l'investissement social est fort plus les réductions de taxation sont importantes.
- 4.** Une obligation de résultat des services de l'Etat et/ou des collectivités territoriales (et non plus simplement de moyens ou de contrôle), lesquels doivent devenir «vendeur d'emplois» en s'impliquant activement sur le terrain, tout en prospectant sans relâche les 100% d'entreprises existantes, de manière à favoriser l'embauche des demandeurs d'emploi partout là où se dégage une ouverture d'investissement social.

L'intelligence sociale et économique n'est plus d'imposer une nouvelle loi ou de nouvelles mesures «linéaires», fussent-elles plébiscitées. D'un côté comme de l'autre, vouloir privilégier le social en contraignant l'économique ou, au contraire, favoriser le développement économique aux dépens du social devient une aberration, un anachronisme, un **tropisme de la bêtise** humaine, le tout entouré d'une belle couche superficielle d'intelligence.

La seule voie à suivre est celle qui élabore un montage souple, puissant et interactif entre plusieurs dynamiques mobilisant la participation motivée de tous les acteurs concernés. Depuis des lustres qu'on nous promet le changement, quand allons nous assister à une véritable politique sociale qui décoiffe ?

26. LA MALADIE DE L'INTELLIGENCE

Sujet : L'intelligence contestable de la fiscalité

Il ne suffit plus de bien «conduire la France» en politique pour dompter l'économie. Il ne suffit plus d'être volontariste en matière sociale pour faire reculer le chômage dans un environnement à paupérisation croissante. Le temps des discours, du verbe mobilisateur, des consensus mous, des incantations, des mesurette et autres promesses est dorénavant révolu, quelle que soit la qualité du gouvernement ou du Président de la Nation.

En ce domaine politique, le phénomène français est assez typique d'un conformisme rigide des mentalités, d'une tradition d'habitudes pesantes supportées par la légèreté pétillante d'intelligences brillantes. Ce **mélange chimique** est même devenu une maladie de l'intelligence dans laquelle bien réfléchir, bien raisonner et bien parler, suffisent à imposer la superficialité du court terme notamment lorsqu'elle s'adosse ou fait référence aux actions vénérables du passé. Cette approche «francomaniaque» a pour effet de se substituer sans le vouloir, à la pertinence d'une vision anticipatrice et/ou celle d'une pensée forte sur le moyen et le long terme. Ce phénomène est encore plus chronique lorsque cette maladie de l'intelligence s'auto-alimente et se circonscrit volontairement dans des univers fermés sur eux-mêmes, ou dans des domaines précis, sans considération des micro conséquences induites ou d'une véritable conscience des réalités vécues par ailleurs.

Une fiscalité assassine

La France souffre de son intelligence et du narcissisme qui s'épanche de ses élites. Parmi les différents symptômes affectant le corps sociétal, il en est un particulièrement aberrant et douloureux. Il concerne l'évolution historique de la fiscalité française. Au fil des temps, celle-ci est devenue particulièrement «économicide» en sécrétant un excès de prélèvements sociaux, d'impôts et de taxes en tous genres. La comparaison est sans appel, lorsque rapportée aux Etats-Unis, elle lui est supérieure de plus de 50% ! Cette sécrétion fiscale à haute dose a pour effet d'affaiblir constamment la vitalité de l'entrepreneur et du salarié, du créateur d'entreprise et du gestionnaire territorial. Elle produit un cycle morbide qui fait que plus un producteur de richesse vive ou de valeur ajoutée est imposé, moins il consomme par nécessité, plus il s'endette par principe afin d'acquérir les biens qui lui font défaut (ou à l'inverse épargne) et moins il devient en mesure de payer sa charge fiscale, l'obligeant ainsi à travailler et gagner toujours plus d'argent.

Ce **cycle fiscal** est particulièrement vicieux lorsque la croissance n'est pas au rendez-vous, car il démobilise la bonne volonté citoyenne en recherchant la sécurité collective. Il casse la motivation de ceux qui ont déjà vécu l'expérience de l'entreprise et prépare beaucoup de nouveaux acteurs à des lendemains sans gloire. Ce cycle fiscal est particulièrement dangereux en ce qui concerne les petites structures qui se replient sur le noyau dur de leurs métiers, s'écroulent ou disparaissent en grand nombre dans l'anonymat et dans une pudeur mâtinée de culpabilité.

Cette pression fiscale est également **toxique** pour les classes pauvres et moyennes qui, peu à peu, se paupérisent, se marginalisent dans un phénomène croissant de précarité et d'exclusion. Un effondrement du statut social qui touche presque 10 millions de nos concitoyens au quotidien en leur donnant de moins en moins de voix pour crier leur lassitude, leur révolte et leur indignation. Aujourd'hui, bien heureux soit celui qui est encore protégé par son statut et par des rentrées financières assurées !

Pour sortir de la déséconomie

Pourtant le marché concurrentiel existe et n'a même jamais été aussi diversifié et **porteur de potentialités** pour qui veut entreprendre. La seule grande différence avec la croissance des années glorieuses, c'est que les marchés se divisent inéluctablement en segments étroits, en mini créneaux, en micro niches dans une plasticité d'Offre et de Demande qui devient de plus en plus rapide et instable. Les règles du jeu changent mais les solutions préexistent tant que les conditions politiques d'Etat favorisent la floraison des idées, des projets et des initiatives.

A l'inverse, tant que l'économie reste sous le contrôle administré de l'Etat, rien n'est moins sûr que nous sortions gagnant de ces jours sombres. Pour favoriser le printemps de l'entrepreneuriat et de l'investissement au niveau de l'Offre, comme pour créer les conditions du renouveau de la consommation au niveau de la Demande, il est «urgentissime» de se donner des objectifs puissants, comme par exemple :

- . Baisser globalement le taux de TVA à 12%, voire d'atteindre 15% en niveau intermédiaire (au lieu de 20,6% actuellement) ;
- . Plafonner l'ensemble des prélèvements patronaux entre 17% et 20% maximum (au lieu de 28,2%) ;
- . Réduire les prélèvements obligatoires Etat et collectivités locales à 35% maximum (au lieu de 45,7%) ;
- . Limiter le taux de cotisations salariales à 8 ou 10% max. (au lieu de 12 à 15% actuellement) ;
- . Limiter les dépenses publiques entre 35 et 40% maximum du PIB (au lieu de 55% actuellement).

C'est aussi,

- . Donner de l'oxygène durant 1 à 3 ans aux entreprises et aux citoyens en difficultés en les dégageant définitivement de 50 à 100% de leurs cotisations et impôts.
- . Mettre en place des franchises d'impôts et de cotisations sociales sur 5 ans, pour toute création d'activité générant de la richesse vive et au moins 1 emploi, y compris celui de son fondateur.
- . Favoriser la consommation et l'investissement en détaxant par rotation des produits et des services ciblés.
- . Favoriser l'embauche en libérant les initiatives sociales privées, le multi-emploi, la flexibilité contractuelle en accordant des bonus fiscaux motivants et assez entraînants pour ré-ouvrir les portes du risque et de l'aventure.
- . etc.

Pour sortir de la «déséconomie» sournoise dans laquelle glissent plus de 80% de Français, il faut un **élan politique** capable de redonner la main aux citoyens. Pour cela, il est nécessaire de revoir les fondements-mêmes de la politique moderne en sacrifiant d'abord au niveau de l'Etat, en assouplissant l'administration et en mettant en valeur l'initiative citoyenne, seule garante du véritable dynamisme en société.

27. LE SYNDICALISME OUI, LES SYNDICATS ACTUELS NON

Sujet : Une forme arriérée de corporatisme

Quand allons nous vraiment évoluer dans ce médiocre jeu de la démocratie, dans lequel les uns usent et abusent de leurs prérogatives à partir de «chèques en blanc à durée déterminée» accordés au moment des rites électoraux ? D'autant plus, que ces quitus ressortent le plus souvent d'une masse votante prisonnière de choix basiques (Oui ou Non) dictés seulement par l'intuition, l'affection, l'opportunisme ou l'idéal flamboyant du moment face à des promesses et autres discours non encore consistants.

Parmi les plus grandes aberrations actuelles, il en est une qui concerne la **dangerosité** du syndicalisme français. Un syndicalisme totalement à côté des réalités du monde économique et des attentes profondes des citoyens, alors même qu'il ne représente que 10% des actifs ! Un syndicalisme qui continue pourtant à rester l'interlocuteur privilégié de tous les gouvernements en place, devenant même leur stéréotype favori de partenaires sociaux. Un syndicalisme qui repose à sa tête, soit sur le culte malsain de la personnalité (Blondel, Notat) et/ou soit sur des pratiques internes relevant d'un fonctionnarisme rentier et apparatchik, plus soucieux de défendre ses propres lignes d'intérêts et d'avantages que celles de millions de travailleurs isolés ou minorités sensibles devenues incontournables (chômeurs, exclus).

Comment se fait-il que cette **forme arriérée** de syndicalisme à la française qui ne représente plus personne ou presque, qui ne fonctionne qu'avec des «coups de gueule», des effets d'annonce et des démonstrations forcées de grèves sectorielles, soit aussi influente et décisive auprès des politiques et des médias, alors que la grande masse silencieuse des citoyens les a rejeté depuis longtemps ? Est-ce que les médias sont dirigés par des tarés et des candides ? Est-ce que les politiques sont des gens pervers à vouloir s'en servir avec autant de lâcheté et de confort moral afin d'éviter un affrontement authentique avec les centaines de représentations de proximité des citoyens (collectifs, associations, porte-parole...) ?

Tout fonctionne aujourd'hui, comme si la plupart des syndicats étaient devenus des substituts sociaux virtuels s'appliquant plus à rechercher une légitimité apparente auprès d'amitiés politiques nées dans les allées du pouvoir (pouvoir qui sait en retour en user comme caution sociale de sa politique), qu'auprès de la voix discordante des masses silencieuses censées être représentées. L'état des lieux n'est vraiment pas réjouissant en ce domaine et pas davantage en ce qui concerne le manque de puissance stratégique et de «comportement d'homme» affectant nombre de soi-disant syndicalistes.

Il devient urgent de **renouveler** le syndicalisme français d'abord en changeant rapidement les têtes et les équipes dirigeantes actuelles, ensuite en ouvrant le champ du syndicalisme aux représentations minoritaires, dès lors que celles ci représentent des situations réelles de proximité. Pour qu'un vrai syndicalisme reprenne vie et soit capable d'assurer la transition entre la volonté nuancée des citoyens et les organes dirigeants, il faut des hommes d'engagement oeuvrant par le courage des tripes et la liberté de pensée, des «purs» engagés dans la défense des plus démunis qu'eux.

Des gens de terrain qui ne se soucient nullement de promouvoir leur propre carrière syndicale, rejetant toute forme de militantisme idéologique et acceptant surtout, le principe d'un renouvellement permanent entre eux. En un mot, des gens biens agissant dans l'ombre, l'objectivité, l'efficacité avec le courage de dire et la modestie de faire !

1997 - D. Reuter